

La mondialisation a-t-elle tourné le dos aux peuples ?

Claire Waysand

Si le commerce entre des territoires distants existe depuis l'Antiquité, les échanges économiques et financiers se sont substantiellement intensifiés lors des dernières décennies. A la première phase d'accroissement du commerce international amorcée au cours du XIXème siècle a succédé un mouvement d'accélération des échanges, entre davantage de pays, depuis la seconde moitié du XXème siècle. La réduction du coût des transports et des communications y a contribué¹, de même que l'internationalisation des flux financiers.

Ce développement des échanges, avec l'insertion croissante d'acteurs très significatifs (Chine, Inde) dans le commerce mondial, a contribué au recul de la pauvreté dans les économies les moins développées. Il n'a pas pour autant toujours fait reculer les inégalités dans tous ces pays - celles-ci ont dans l'ensemble baissé en Afrique et en Amérique latine, mais ont augmenté en Chine – et n'est pas toujours respectueux de conditions sociales ou environnementales favorables aux populations.

Dans le même temps, les inégalités de revenus ont augmenté dans la plupart des économies développées entre 1990 et 2012². Les revenus relatifs des classes moyennes ont ainsi régressé aux Etats-Unis, avec des progressions de salaires inférieures aux gains de productivité. Les inégalités de patrimoine se sont également accrues. Enfin, parfois moins visibles, les inégalités d'accès et d'opportunités dégradent la qualité du lien social : la corrélation entre la performance scolaire des enfants, telle que mesurée par les tests PISA, et l'origine socio-professionnelle des parents est bien connue en France – où les inégalités de revenus post-redistribution ont en revanche été globalement stables lors des dernières décennies.

La mondialisation n'est certes pas la seule explication du creusement des inégalités. La théorie économique établit bien, depuis son origine, que le commerce international, globalement positif, a des effets redistributifs. En particulier, en mettant en concurrence les travailleurs peu qualifiés des économies développées avec ceux, nombreux, des économies en développement, l'ouverture aux échanges fait baisser la rémunération relative des moins qualifiés dans les pays développés. Mais le progrès technique lui aussi induit un biais favorable aux travailleurs qualifiés : l'OCDE a ainsi estimé que l'accroissement des inégalités dans les pays développés s'expliquait pour près du tiers par le progrès technique.

L'ouverture croissante des économies et, dans de nombreux pays développés, une montée concomitante des inégalités ont cependant alimenté des votes de rejet de l'ouverture, de repli, voire de nationalisme qui se sont largement manifestés dans les pays développés lors des derniers mois.

Face à une mondialisation globalement facteur de croissance, mais qui s'accompagne spontanément de phénomènes redistributifs, il convient donc de réfléchir au rôle des politiques économiques et à ce que peuvent faire les entreprises pour réconcilier les peuples avec la mondialisation – ou éviter qu'ils ne la rejettent.

Comment éviter que la mondialisation paraisse tourner le dos aux peuples ? Ce sera l'objet du panel, qui réunit acteurs politiques et industriels.

¹ Esteban Ortiz-Ospina and Max Roser (2016) « International Trade ».

² Era Dabla-Norris, Kalpana Kochhar, Nujin Suphaphiphat, Frantisek Ricka, Evridiki Tsounta « Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective », IMF 2015.

Les politiques nationales ont un rôle majeur à jouer : l'éducation, la formation, les politiques favorables à la mobilité sur le marché du travail, mais aussi du logement par exemple, doivent contribuer à assurer des opportunités pour chacun et une capacité à s'adapter à la mondialisation, tandis que le système fiscale-social doit assurer les filets sociaux nécessaires et réduire les inégalités. Les performances nationales sont cependant variables en la matière. Dans un travail récent, Simon Tilford³ pointe ainsi qu'en baissant les taux d'imposition des plus riches, ou encore en ne taxant pas, ou pas assez, les transmissions, certains gouvernements ont fait des choix, largement indépendants de la mondialisation, qui ont exacerbé les inégalités et réduit la mobilité sociale.

La mondialisation peut toutefois contraindre les ressources et les choix des Etats. En particulier, les comportements d'optimisation voire d'évasion fiscale induisent une course au moins-disant fiscal, qui tend à réduire les ressources des Etats et pousse spontanément les gouvernements à taxer plus lourdement les assiettes les moins mobiles. Les chantiers internationaux d'échange automatique d'informations et de lutte contre l'érosion des bases fiscales, menés sous l'égide de l'OCDE et sous l'impulsion du G20, doivent contribuer à une mondialisation mieux régulée.

Enfin, la montée du protectionnisme et le rejet qui s'exprime des accords commerciaux constituent une raison supplémentaire pour réfléchir à ce que doivent contenir les nouveaux accords commerciaux internationaux, et aux modalités de négociation de ces accords.

En somme, il semble que la mondialisation a besoin de politiques nationales adaptées et d'une coopération internationale renouvelée, pour s'assurer du soutien durable des peuples.

³ Simon Tilford « Crisis of capitalism ? Perhaps, but don't blame it on globalisation », Centre for European Reform, 2017.